

Schweizerische Arbeitsgemeinschaft der Jugendverbände
Conseil Suisse des Activités de Jeunesse
Federazione Svizzera delle Associazioni Giovani

Gerechtigkeitsgasse 12
Postfach
CH-3000 Bern 8
T +41 31 326 29 29
F +41 31 326 29 30

Av. de Beaulieu 9
CH-1004 Lausanne
T +41 21 624 25 17
F +41 21 624 30 41

info@sajv.ch
www.sajv.ch

info@csaj.ch
www.csaj.ch

Communiqué aux médias, 26/02/2003

Crise des places d'apprentissage: la solution des jeunes!

Chaque année plus de 9000 jeunes ne trouvent pas de place d'apprentissage et subissent ainsi de plein fouet les conséquences dramatiques du chômage, avant même d'avoir pu entrer dans la vie professionnelle. Le CSAJ s'engage pour un « oui » à l'initiative pour des places d'apprentissage pour mettre fin à ce problème majeur.

L'apprentissage est en crise dans notre pays : aujourd'hui seuls 17 % des entreprises forment des apprenti-e-s, alors qu'elles étaient 33% il y a 20 ans. L'initiative pour des places d'apprentissage entend donner un avenir aux 9000 garçons et filles de chaque volée qui ne trouvent pas de place d'apprentissage et subissent ainsi de plein fouet les conséquences dramatiques du chômage des jeunes. Le CSAJ, en tant que faîtière suisse des principales associations de jeunesse et représentant plus de 500'000 jeunes en Suisse, s'engage pour que chacun-e puisse envisager son avenir avec confiance, ce qui ne saurait se faire sans une formation de qualité et la sécurité de l'emploi.

L'initiative pour des places d'apprentissage lipa a été lancée et portée par des associations de jeunesse, ce qui constitue une première. En lançant une initiative populaire, les jeunes ont montré leurs capacités à participer au débat public en faisant usage d'un instrument majeur de nos droits populaires. Contrairement à un *a priori* malheureusement bien ancré au sein de la classe politique, les jeunes s'intéressent au débat public et sont capables d'apporter des solutions intelligentes, innovantes et constructives.

L'initiative pour des places d'apprentissage lipa amène un instrument bien pensé permettant de faire fonctionner le principe de solidarité entre entreprises de manière à garantir une formation de qualité pour les jeunes et ainsi assurer une relève professionnelle. C'est pourquoi les associations de jeunesse appellent à voter massivement OUI à la lipa le 18 mai prochain.

Pour plus d'informations :

Jean Christophe Schwaab, comité CSAJ, 078 690 35 09

Communiqué de presse

Pour une stabilisation du système dual - Oui à l'initiative pour des places d'apprentissage

La Société suisse des employés de commerce soutient l'initiative pour des places d'apprentissage. Un mécanisme de régulation est nécessaire afin de permettre au système dual (formation en entreprise et à l'école professionnelle) un meilleur fonctionnement en raison de la diminution de la volonté des entreprises de former des apprentis. Les jeunes ont besoin de perspectives. La baisse conjoncturelle doit enfin être contrée.

En tant qu'association professionnelle, la SEC Suisse s'engage depuis 130 ans dans le domaine de la formation professionnelle et le système dual. Elle connaît bien l'importance de l'apprentissage et a une profonde estime pour les employeurs qui forment des apprentis de manière volontaire. Malheureusement, seulement 17% des entreprises assument leur responsabilité de formateur. Ces 17% exercent un rôle social et économique très important qui doit être renforcé. La SEC Suisse privilégie l'engagement des apprentis sur une base volontaire mais constate que cette volonté a diminué et diminue encore. De ce fait, un mécanisme de régulation imposée au niveau fédéral est malheureusement utile.

La peur du chômage et les mauvaises perspectives des jeunes sont malsaines. Elles doivent être endiguées. Le chômage des jeunes constitue de la dynamite sociale. L'initiative pour des places d'apprentissage a aussi un effet préventif. Une telle «prévention étatique», financée par l'économie, est de loin meilleur marché qu'une intervention étatique plus tard.

L'élaboration d'un fonds sur une base volontaire ou d'autres décisions sur les places d'apprentissage ne sont malheureusement que des mesures réactives qui arrivent tard et qui n'apportent que peu à une stabilisation à long terme. Par contre, l'initiative pour des places d'apprentissage rend l'économie responsable et agit de manière durable.

La situation des places d'apprentissage exige de nouveaux mécanismes pour assurer la garantie d'une formation duale de qualité. C'est pourquoi, nous soutenons l'initiative LIPA le 18 mai!

SEC Suisse
26 février 2003

Contact : Mario Antonelli, secrétaire jeunesse, 079 690 99 69



SGB Schweizerischer
Gewerkschaftsbund
USS Union syndicale
suisse
USS Unione sindacale
svizzera

Commission de jeunesse USS

Adresse Monbijoustrasse 61, 3007 Berne
Correspondance Case postale, 3000 Berne 23
Téléphone 031 377 01 01
Télécopieur 031 377 01 02
Courriel peter.sigerist@sgb.ch
Internet www.jeunesse-syndicale.ch

255.2 ps/sk

Conférence de presse sur l'initiative pour des places d'apprentissage du 26.02.03 à Berne

La ruée sur les places d'apprentissage

Les clignotants sont toujours plus nombreux à le laisser présager. Le ralentissement conjoncturel va faire chuter cette année – de cinq à dix pour cent – l'offre de places d'apprentissage. Ce recul intervient alors que le taux de formation est déjà structurellement très bas : aujourd'hui, les entreprises qui forment des jeunes ne représentent plus que 17 pour cent du total. Et ces deux facteurs conjuguent leurs effets au moment même où les jeunes de 16 ans sont de nouveau plus nombreux à finir leur scolarité obligatoire et à débouler en rangs serrés sur le marché des places d'apprentissage. Ils entrent en concurrence avec leurs camarades d'un an plus âgé qui ont achevé une 10^e année scolaire, et doivent donc patienter dans l'attente d'une offre d'un haut niveau de qualité. La ruée sur des places d'apprentissage moins nombreuses a commencé. Et pour les adolescent(e)s, une période difficile. Car la sélection des entreprises qui offrent des places d'apprentissage est impitoyable, et elle est rendue socialement plus rigoureuse encore par l'emploi de méthodes « modernes », (« basic checks »).

Les autorités politiques ne veulent pas entendre parler de mesures d'urgence

Le Conseil fédéral et l'OFFT, l'Office fédéral de la formation professionnelle et de la technologie, minimisent tous les signaux pourtant alarmants et ne veulent rien savoir d'un nouvel arrêté fédéral sur les places d'apprentissage. Ils renvoient à la nouvelle loi sur la formation professionnelle, qui entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2004 et serait d'après eux une réponse appropriée à la situation du moment. Ce faisant, ils oublient que les deux arrêtés fédéraux sur les places d'apprentissage votés dans le passé par les Chambres fédérales ont produit sans conteste des effets positifs. Le deuxième arrêté, en vigueur officiellement jusqu'au 31 décembre 2004, a d'ores et déjà épuisé ses ressources, il ne reste rien des 100 millions alloués. Voilà qui atteste aussi à quel point l'injection de ressources supplémentaires dans la formation professionnelle est importante et nécessaire. C'est pourquoi l'USS a demandé au Conseil fédéral de prendre un nouvel arrêté sur les places d'apprentissage et de débloquer immédiatement 60 millions de francs en faveur des projets qui ont donné des résultats satisfaisants dans le cadre des deux premiers arrêtés.

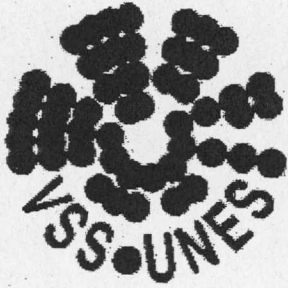
Seule réponse à long terme, l'initiative pour des places d'apprentissage

A moyen terme, le seul moyen de venir à bout des déséquilibres qui affectent le marché des places d'apprentissage de manière récurrente est l'*initiative populaire* « pour une offre suffisante de places d'apprentissage (lipa) ». Si cette proposition passe la rampe du peuple et des cantons lors de la votation du 18 mai prochain, la conjonction extraordinaire d'une crise générale de la croissance économique et d'une crise des places d'apprentissage ne se reproduira plus.

Dire OUI à l'initiative pour des places d'apprentissage, c'est dire OUI à l'avenir – pour donner aux jeunes de meilleurs débouchés et en faire des professionnels ayant de meilleures chances sur le marché du travail!

Anita Neff, coprésidente de la Commission de jeunesse de l'USS

Pour de plus amples informations, veuillez consulter les sites www.jeunesse-syndicale.ch et www.lipa.ch.



**Verband der Schweizer Studierendenschaften
Union des Etudiant·e·s de Suisse
Unione Svizzera degli Universitari**

Schanzenstr. 1 Tel 031 382 11 71 info@vss-unes.ch
CH-3001 Bern Fax 031 382 11 76 www.vss-unes.ch

Conférence de presse sur la LIPA, 26 février 2003, Berne

Intervention de Lea Brunner, co-présidente de l'Union des Etudiant·e·s de Suisse (UNES)

La formation est un droit humain reconnu par le pacte international sur les droits économiques, sociaux et culturels des nations unies qui est entré en vigueur pour la Suisse le 18 septembre 1992. La Confédération, dont la formation est pourtant une des uniques matières premières, ne se contente que de reconnaître au droit à la formation un caractère non justiciable. En bref, la formation est un but noble, mais pas suffisamment pour que l'Etat la garantisse à chacun et chacune.

L'initiative pour des places d'apprentissage introduit un droit justiciable à une formation professionnelle. L'UNES salue cette introduction. Ce droit ne peut que conduire à une amélioration massive du niveau de formation de notre pays, ce qui profitera à la société et à l'économie. Tout le monde reconnaît l'importance de la formation. La Confédération, après une trop longue hésitation, a décidé d'investir plus de 3 milliards de plus dans la formation pour la période 2004-2007. Néanmoins, ces promesses risquent de rester lettre morte : le frein à l'endettement a la priorité sur les investissements d'avenir. En acceptant la *lipa*, le peuple et les cantons auront la possibilité de montrer que les promesses ne suffisent pas, mais que seuls les actes sont crédibles.

Les étudiant·e·s de Suisse s'engagent pour la *lipa*, car elles·ils s'engagent pour une meilleure formation à tous les niveaux. Les investissements dans la formation tertiaire sont importants et urgents, mais ils ne doivent pas rester seuls. Nous devons garantir une formation à toutes les couches de la population. Aucune voie ne doit être négligée et une formation de qualité pour les apprenti·e·s est aussi importante qu'une formation de qualité dans les Hautes Ecoles.

La *lipa* est un symbole fort pour la formation en Suisse. Le droit à la formation professionnelle est un premier pas vers un droit général à la formation. Ce droit garantira le bien-être de la population, la compétitivité de l'économie et la renommée de notre pays. L'UNES s'engage donc résolument pour un « oui » à la *lipa* le 18 mai !

Pour plus d'informations, contacter :

Lea Brunner, co-présidente de l'UNES, 079 719 15 46

Jean Christophe Schwaab, co-président de la Commission des affaires sociales de l'UNES,
078 690 35 09

Pas d'«élevage» d'une élite au service de l'économie

Sarah Müller (079 347 36 17, E-Mail sarahsarah@gmx.ch)
Jeunesses socialistes, Membre du comité de l'initiative

Près de la moitié des jeunes veulent suivre une formation professionnelle. Or, des mesures urgentes et des mesures à long terme s'imposent afin que les jeunes ne se retrouvent pas dans la rue sans perspectives en raison de la nouvelle crise des places d'apprentissage. Les premières comprennent par exemple un 3^e arrêté sur les places d'apprentissage pendant la période transitoire et les secondes, les contributions des employeurs prévues dans notre Initiative pour des places d'apprentissage lipa.

L'économie et les pouvoirs publics sont appelés à investir dans la formation professionnelle. Le système dual ne doit pas être supprimé en catimini! L'apprentissage offre aussi une chance aux jeunes disposant plutôt d'aptitudes techniques que scolaires. Sans vouloir opposer enseignement universitaire et formation professionnelle, les Jeunesses socialistes estiment que la politique suisse de formation ne saurait avoir pour objectif l'«élevage» d'une élite au service de l'économie. Elle doit être guidée par la tradition démocratique suisse et veiller à ce que tous et toutes puissent acquérir les qualifications nécessaires sur le marché du travail. Economie et pouvoirs publics doivent à cet effet investir sans tarder dans l'enseignement en général et dans la formation professionnelle en particulier! Le fonds de la formation professionnelle proposé dans la lipa permettra à toutes les entreprises d'assumer une part de responsabilité en matière de formation. Tout le monde y contribue, car tout le monde a intérêt à ce qu'une relève nombreuse et qualifiée soit formée pour l'économie. C'est la seule manière de garantir la justice sociale et l'égalité des chances.

Hélas, la situation se présente tout autrement aujourd'hui: on peut parler d'un «exode des apprentissages». Seuls 17 pour cent des entreprises forment encore des apprenti-e-s. Les entreprises qui ne contribuent pas à la formation, ne faisant que profiter des investissements effectués par d'autres entreprises dans la formation professionnelle, ne doivent plus, à l'avenir, pouvoir se débiter si facilement. Ces «profiteurs» de l'économie doivent eux-aussi participer au coût de la formation. En revanche, le fonds pour la formation professionnelle permettra de décharger les entreprises qui offrent déjà des places d'apprentissage.

Terreau indispensable au développement de notre société, la formation est un sujet clé pour les Jeunesses socialistes. Notre pays n'a pas d'avenir sans les perspectives pour les jeunes!

GS
JS
OSNR





Zentralsekretariat
Secrétariat central

Sihlstrasse 33
Postfach
CH-8021 Zürich
Tel. ++41 (0)1 213 20 40
Fax ++41 (0) 1 213 20 41
cevi@cevi.ch
www.cevi.ch

Les Unions Chrétiennes Suisses soutiennent la lipa

(Zurich, le 26 février 2003) Les Unions Chrétiennes Suisses proposent à leurs 18'000 membres des programmes de formation et de loisirs. Conformément à son approche globale du développement de l'individu, le mouvement de jeunesse est convaincu de l'importance de la formation professionnelle des jeunes. Un apprentissage structure la personnalité et favorise la prise de responsabilités.

Toutes les activités des Unions Chrétiennes Suisses visent à développer le corps, l'âme et l'esprit des jeunes. Que ce soit dans un camp cadet, dans la maison de jeux de la « Villa YoYo » ou sur la scène d'un show de Ten Sing, ils apprennent à s'organiser, à vivre en société, à assumer leurs responsabilités et à développer leurs projets. Les Unions Chrétiennes Suisses font appel à toutes les ressources des jeunes. Elles veulent ainsi les aider à construire leur personnalité.

Les Unions Chrétiennes Suisses ont une approche globale du développement des jeunes. La formation professionnelle en est pour elles un élément constitutif. Les programmes de formation et de loisirs des Unions Chrétiennes renforcent les bases posées par les études ou l'apprentissage. Mais elles ne peuvent en aucun cas s'y substituer. Une formation professionnelle donne une structure de vie et forge des compétences. Elle permet d'expérimenter les droits et les devoirs du citoyen. C'est pourquoi les Unions Chrétiennes Suisses soutiennent la lipa avec le Conseil Suisse des Activités de Jeunesse (CSAJ). Les jeunes doivent pouvoir se former. Une place d'apprentissage est une clé de développement personnel. Des jeunes gens formés et responsables sont à leur tour une clé de développement de la vie en société.

Contact :
Bernard Du Pasquier, secrétaire central, 01 213 20 45

Renseignements sur les Unions Chrétiennes Suisses : www.cevi.ch